



idées

Analyse Chine vs Etats-Unis : l'incroyable bascule du soft power mondial // P. 11

Chine vs Etats-Unis : l'incroyable bascule du soft power mondial

La cote de la Chine dans l'opinion mondiale vient de dépasser pour la première fois celle des Etats-Unis, désormais perçus comme une menace pour les démocraties. Cette inversion des polarités de l'influence était pourtant loin d'être inéluctable.

L'ANALYSE

de Pierre-Antoine Donnet

Il s'est produit en avril dernier une bascule inimaginable. Pour la première fois dans l'histoire moderne, la communauté internationale a jugé que la Chine était plus susceptible d'exercer une influence positive sur les affaires mondiales que les Etats-Unis. Après une décennie de suivi des attitudes mondiales, l'institut de sondages Ipsos a enregistré ce moment où le « soft power » américain a cédé la place à Pékin : Chine 49 %, Amérique 46 %.

Les Etats-Unis ont connu une baisse significative de leur cote de popularité mondiale, passant de 66 % en 2015 à 46 % en 2025. Une dégringolade qui reflète les inquiétudes suscitées par l'incohérence de

Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche le 20 janvier et la polarisation politique aux Etats-Unis qui s'accroît. De son côté, l'image de la Chine enregistre une embellie constante passant de 47 % en 2015 à 49 % en 2025 du fait d'une perception globale cohérente, conséquence probable des engagements stratégiques internationaux de la Chine. L'opinion mondiale sur l'Amérique chute à un rythme abyssal car une bonne partie de la planète ne la juge plus à même de diriger les affaires du monde. La compétence des Etats-Unis s'est évaporée avec l'incohérence diplomatique, l'abandon des alliances et les messages autocentrés de « l'Amérique d'abord », slogan favori de Donald Trump. La trajectoire de la Chine est radicalement différente : du fait d'une patience stratégique, la cote de popularité de Pékin dans le monde a oscillé autour de 47-54 % pendant la majeure partie de la décennie, avec une brève baisse pendant le Covid (36 %) avant de remonter régulièrement.

Pékin obéit à des règles psychologiques différentes de celles des démocraties occidentales. Alors que les politiciens américains visent le court terme, les stratèges chinois pensent en termes de décennies. Ainsi l'initiative des Nouvelles routes de la soie, lancée en 2013 avec des promesses de développement d'infrastructures dans 70 pays a-t-elle suscité des critiques

occidentales qui l'ont qualifiée de néocolonialisme voué à l'échec. Douze ans plus tard, la Chine en retire les fruits.

Préférence pour la stabilité

Si l'Occident préfère la liberté à l'autoritarisme, ses actes suggèrent le contraire. Interrogée sur les valeurs démocratiques dans l'indice de perception de la démocratie, la Chine n'obtient que 29 % pour la « confiance démocratique », contre 38 % pour l'Amérique. Or la Chine devance l'Amérique de trois points en matière d'« influence positive ».

Cette contradiction met en lumière une vérité intrigante : les êtres humains privilégient la stabilité et l'amélioration matérielle à la cohérence idéologique. Cette hiérarchie des préférences explique pourquoi la Chine surpasse l'Amérique dans les classements d'influence Ipsos alors qu'elle est à la traîne en matière de confiance dans la démocratie. « *L'obsession aveugle de M. Trump pour les solutions à court terme telles que les droits de douane, tout en sapant activement ce qui fait la force de l'Amérique, ne fera qu'accélérer l'avènement d'un monde dominé par la Chine* », estime Kyle Chan, chercheur à l'université de Princeton⁽¹⁾.

Le point de vue occidental traditionnel veut que les gens s'organisent d'abord en fonction de leurs valeurs : la liberté avant tout. Or les données sur le sentiment global



suggèrent que les gens s'organisent d'abord en fonction de leurs intérêts : stabilité, prospérité, puis liberté. Dans les années 1990, Samuel Huntington avait expliqué que la démocratie libérale ne gagne pas les cœurs par le simple fait d'exister. Elle doit apporter des améliorations tangibles à la vie quotidienne. Lorsqu'elle échoue à ce test de base, lorsque les rues américaines deviennent violentes, que les institutions se dégradent et que les hommes politiques se comportent comme des seigneurs de la guerre, les gens cherchent ailleurs des modèles de gouvernance.

Cette chute des Etats-Unis n'était pourtant pas inévitable. Pas plus que la montée de la Chine. Ces changements reflètent des millions de petites décisions en matière de gouvernance, de diplomatie et de priorités. Chaque nation écrit sa propre réputation à travers des choix quotidiens qui s'accumulent sur des décennies. Les réponses de l'indice de perception de la démocratie concernant les pays qui « menacent la démocratie à

l'étranger » sont encore plus parlantes. En 2025, 52 % des répondants ont identifié les Etats-Unis comme une menace pour la démocratie mondiale, soit plus que la Chine (48 %) ou la Russie (46 %).

Il s'agit là d'une crise existentielle pour la politique étrangère américaine : le défenseur autoproclamé de la démocratie est désormais considéré comme sa plus grande menace. Voici donc que le temps joue pour la Chine face au naufrage en direct des Etats-Unis, du fait de l'inconstance de son président et de ses erreurs, que ce soient les tarifs douaniers ciblant des alliés, les expulsions d'étrangers qui font scandale, les menaces d'annexion du Groenland, ou du Canada ou encore l'abandon de l'Ukraine au profit de la Russie.

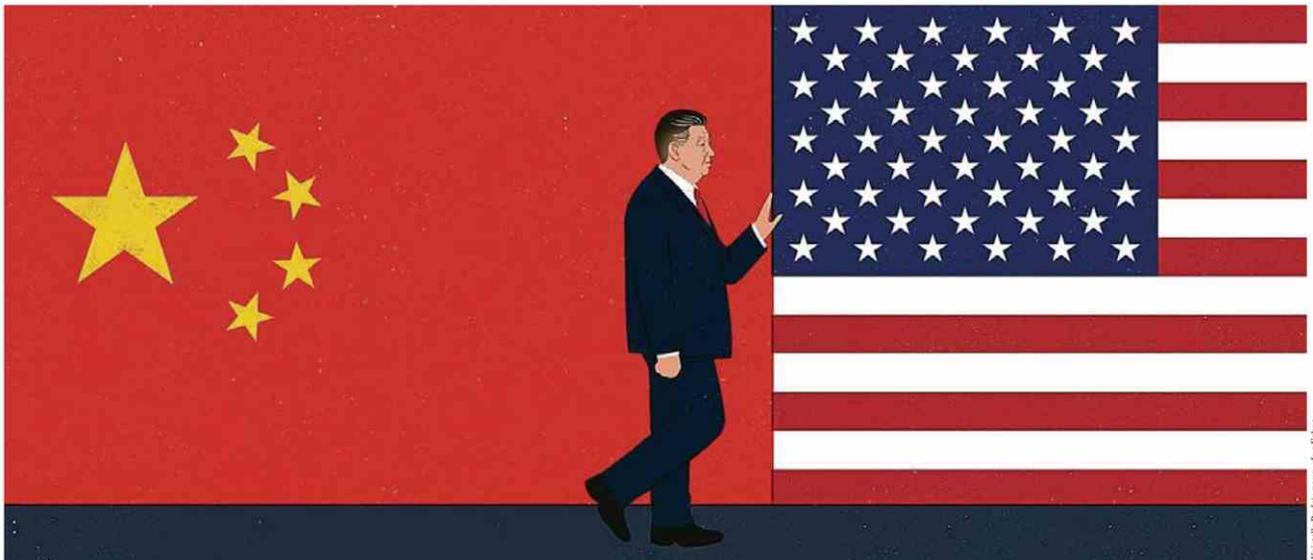
Aujourd'hui, nombre d'observateurs ou d'experts américains sont d'avis que la Chine pourrait désormais devenir la puissance dominante face à une Amérique décrédibilisée. Par ricochet, d'autres facteurs semblent accélérer la

faillite de l'Occident. Pour ne citer que deux exemples : la situation choquante à Gaza et l'incapacité de Donald Trump à mettre fin à la guerre en Ukraine.

Pierre-Antoine Donnet est essayiste et rédacteur en chef de la revue trimestrielle « Asia Magazine » et du site d'informations sur l'Asie Asialyst.com.

(1) *New York Times* du 19 mai.

Pékin obéit à des règles psychologiques différentes de celles des démocraties occidentales.



Kristine Rodier pour « Les Echos »

